



**A l'appel de : Solidarité avec le Guatemala - Autriche, Collectif Guatemala-France, Breaking The Silence-Canada, NISGUA-États-Unis, GSN-Grande Bretagne, Carea-Allemagne, Projet Accompagnement Québec Guatemala**

Le mercredi 13 janvier dernier, aux environs de 20h30, la dirigeante Evelinda Ramirez Reyes, membre du FRENA (Front de résistance dans la défense des ressources naturelles et des droits des peuples) et du CUC (Comité d'unité paysanne), a été assassinée lors d'une attaque alors qu'elle revenait d'une série de réunions tenues dans la capitale sur le thème de l'électricité et qui avaient pour objectif de dénoncer les tarifs excessifs pratiqués par la DEOCSA (Union Fenosa) et de revendiquer une gestion publique de la distribution de l'électricité.

Cet assassinat vient s'ajouter à celui de Victor Galvez, lui-même membre du FRENA, tué le 24 octobre 2009, assassinat qui reste à ce jour impuni.

### **Antécédents à l'assassinat**

Union Fenosa est une entreprise multinationale de capital espagnol qui est présente au Guatemala depuis 1998, année de la privatisation de la distribution de l'énergie électrique du pays par le gouvernement de Alvaro Arzu. Depuis plusieurs années, des milliers d'usagers ont dénoncé la mauvaise qualité du service et les tarifs excessifs pratiqués. Selon le registre de la Commission nationale d'Énergie Électrique (CNEE), entre le mois de janvier et le mois de mai 2009, plus de 90 000 plaintes ont été déposées contre les deux filiales d'Union Fenosa au Guatemala : la DEOCSA (Distribuidora de Electricidad de Occidente) et la DEORSA (Distribuidora de Electricidad de Oriente). Le Procureur des droits de l'Homme a également reçu, dans la même période, 37 plaintes contre DEORSA et 41 contre DEOCSA. Face à cette situation, les habitants du département de San Marcos ont commencé à s'organiser au sein du FRENA. A la base des revendications du mouvement: les tarifs élevés pratiqués par l'entreprise et la volonté de créer une entreprise municipale afin que l'électricité devienne un service public accessible à tous. Les leaders du FRENA avaient déjà reçu des menaces pour le travail qu'ils réalisent.

Le cas de Victor Galvez, leader du FRENA à Malacatan, est emblématique. Agressé violemment une première fois en juillet 2009, il a été assassiné en plein jour, dans le centre de Malacatan, de 30 coups de feu, le 24 octobre 2009. Sa mort a provoqué beaucoup de rancœur et de conflictualité dans tout le département, comme en attestent les derniers blocages de route en décembre dernier.

Face aux protestations de la population et en particulier en réaction aux blocages de routes et aux manifestations, le gouvernement a décrété l'état d'urgence pour le département de San Marcos le 22 décembre 2009. Toujours en vigueur, l'état d'urgence restreint fortement les libertés constitutionnelles telles que le droit à la libre expression, le droit à se réunir et à manifester.

### **Les faits**

Le 11 janvier dernier, une délégation du FRENA s'est rendue à la capitale pour mener à bien plusieurs réunions avec diverses organisations de la société civile, ainsi que des organismes étatiques tels que le ministère de la Défense, le ministère de l'Intérieur et le Secrétariat général de la Présidence. Ces réunions ont été organisées dans le but de dénoncer DEOCSA, filiale de l'entreprise espagnole Union Fenosa, sur la base d'une large documentation.

Une fois la série de réunions terminée, la délégation est repartie à San Marcos. Pendant le voyage, le pick-up rouge dans lequel se trouvaient Evelinda Ramirez Reyes et trois autres membres du FRENA a été poursuivi par une voiture blanche quatre portes avec deux passagers à bord, deux hommes âgés d'environ 22 à 24 ans.



Au kilomètre 208 (à la hauteur de la propriété San Antonio Miramar) vers 20h30, le témoin a aperçu de nouveau le même véhicule doubler le pick up rouge et lui couper la route. Les coups de feu ont commencé à ce moment-là, tiré d'un autre véhicule, un pick up blanc qui s'était arrêté derrière la voiture des membres du FRENA.

A cet instant, le chauffeur légèrement blessé par balle au ventre a tenté de faire marche arrière puis demi-tour. Pendant cette manœuvre, Evelinda s'est retrouvée face aux attaquants et trois balles l'ont atteinte à la poitrine, à travers le pare-brise. Au même moment, le pick up rouge est tombé dans un fossé. Les trois autres membres du FRENA ont réussi à s'échapper du pick up et à se cacher dans le fossé. Les agresseurs sont descendus de la voiture pour les chercher, en vain.

Quand l'un des témoins qui avait fui est revenu vers le pick up 10 minutes plus tard (le temps que les attaquants s'en aillent), Evelinda avait déjà succombé à ses blessures. Il est également important de noter que rien n'a été volé à l'intérieur du pick up.

Evelinda Ramírez Reyes, âgée de 26 ans et mère célibataire d'un petit garçon de 5 ans, était membre du FRENA et présidente du Conseil d'administration de la commune de Chiquirines de Ocos, San Marcos, regroupée au sein du Comité d'unité paysanne – CUC.

### **ACTIONS RECOMMANDÉES**

Envoyez des lettres d'appel urgent en espagnol ou en français aux autorités guatémaltèques (propositions ci-dessus) avec copie à la représentation diplomatique du Canada au Guatemala en demandant instamment :

- Une enquête immédiate et exhaustive sur l'agression armée dont ont été victimes les leaders du FRENA et qui a conduit à la mort de Evelinda Ramírez Reyes et fait deux autres blessés.
- L'émission immédiate de mandats d'arrêt à l'encontre des responsables de cette attaque. Au gouvernement de ne plus utiliser l'état d'urgence comme réponse aux conflits ou protestations sociales, étant donné que cela accentue ces mêmes conflits et restreint les droits constitutionnels de la population à se réunir et à manifester.
- Le transfert du dossier de l'assassinat de Evelinda Ramírez Reyes à l'avocat général des droits de l'Homme du Ministère public.
- La prise de mesures immédiates afin de garantir la sécurité des membres du FRENA et en règle générale, de toutes les personnes luttant pour la défense de leurs droits.
- Qu'une attention soit portée aux revendications exprimées contre Union Fenosa et sa filiale DEOCSA et de favoriser une issue pacifique à cette situation.

### **ENVOI DES LETTRES A :**

Lic. Álvaro Colom, Presidente de la República  
Casa Presidencial, 6ª Avenida 4-18, Zona 1, Ciudad de Guatemala, Guatemala  
Fax: (00502) 2221 4423 / (00502) 2238 3579  
Sr. Raúl Antonio Velásquez Ramos, Ministro de Gobernación  
6ª Avenida 13-71, Zona 1, Ciudad de Guatemala, Guatemala  
Fax: (00502) 2413 8658

Lic. José Amílcar Velásquez Zárate, Fiscal General de la República y Jefe del Ministerio Público  
8ª Avenida 10-67, Antiguo Edificio del Banco de los Trabajadores, Zona 1, Ciudad de Guatemala,  
Guatemala  
Fax: (00502) 2411 9124 / (00502) 2411 9326



PROJET ACCOMPAGNEMENT

## Québec-Guatemala

Ing. Luis Velásquez Quiroa, Secretario de Coordinación Ejecutiva de la Presidencia  
5ª avenida 6-06 zona 1, Edificio IPM nivel 4., Ciudad de Guatemala, Guatemala  
Fax: (+502)2230-1986

Ing. Carlos Ivan Meany Valerio, Ministro de Energía y Minas  
24 calle 21-12, zona 12, Ciudad de Guatemala, Guatemala  
Fax: (+502)2476-2007

General de División Abraham Valenzuela González, Ministro de la Defensa Nacional  
Avenida "La Reforma" 1-45, zona 10 (antigua Escuela Politécnica), Ciudad de Guatemala,  
Guatemala  
Fax: (+502)2414-7101

Copie à l'Ambassade du Canada : [gtmla@international.gc.ca](mailto:gtmla@international.gc.ca) Fax : (+502) 2365 1211